DISCOURS

DE

L'HONORABLE ROBERT F. BROUSSARD,

Prononcé à Franklin, le 17 mars 1900.

Monsieur le Président, Mesdames Messieurs: Vous admettrez que prendre la parole après l'homme d'Etat que vous venez d'entendre et l'éloquent et chevaleresque Gouverneur de cet Etat, est une tâche à laquelle n'importe qui serait enclin à se soustraire. Vous comprendrez aisément qu'en présence d'un auditoire comme celui que j'ai aujourd'hui sous les yeux, composé de gens intelligents et de beautés, j'éprouve quelque hésitation à traiter une question qui a déjà été si habilement et si éloquemment discutée.

Mais, mes amis, je vais vous entretenir de la plateforme de ce remarquable parti dans notre Etat. Je dis plateforme, parce que les journaux ont écrit le mot en tête de l'exposé de principes du parti, et je tiens à vous déclarer ici que d'après toutes mes idées, aucun parti se présentant devant le peuple n'a le droit d'écarter la plateforme d'après laquelle ses candidats sont choisis, car c'est d'après cette plateforme que le peuple doit juger de ce que ces candidats doivent accomplir s'ils sont élus et mis au pouvoir. La "plateforme" sur laquelle le ticket de fusion fonde ses prétentions aux suffrages du peuple de cet Etat, se compose de deux "planches" (principes.) L'une de ces "planches" condamne une administration qui mérite l'approbation de tous les blancs de l'Etat de la Louisiane (applaudissements); l'autre est l'approbation d'une administration de tout le peuple des Etats-Unis. (Applaudissements.

Il n'y a aucun autre principe énoncé dans cette plateforme, et toute tentative des orateurs discutant les questions agitées au cours de cette campagne électorale, doit, pour être effective, viser la plateforme du parti démocratique en Louisiane ou la plateforme de l'opposition

La Convention qui s'assembla à Alexandrie fit un exposé de principes qui condamnait l'administration du Gouverneur Foster. Mais, concitoyens, il y avait plus qu'une condamnation — il y avait aussi une inqualifiable calomnie à l'adresse de la meilleure administration démocratique que l'Etat de la Louisiane ait jamais eue. (Applaudissements.) Dans cet exposé de principes, il y a une déclaration de nature à faire le rouge monter au front de ceux qui en sont les auteurs et qui l'ont proclamée à la face de cette administration.

Les patriotes de petite taille, les hommes d'Etat de mince importance qui se sont réunis à Alexandrie pour jeter un mauvais reflet sur l'excellente administration du Gouverneur Foster tomberont dans l'oubli, et je prédis qu'il ne sera pas possible de trouver une pierre tombale dans tout l'Etat de la Louisiane, pour marquer le lieu où reposeront ces hommes qui ont pris part à la convention en question, quand le nom du Gouverneur Foster sera inscrit sur une des pages de l'histoire de cet Etat, en lettres d'or qui brilleront avec autant d'éclat que la plus resplendissante des étoiles un soir d'été.

Je leur dis que l'histoire de cette Administration est l'éclatant couronnement d'un grand effort de la part de la population blanche de cet Etat pour inaugurer d'une extrémité à l'autre de notre territoire une administration compétente et sage de nos affaires publiques, pour l'établissement d'un parfait système d'éducation, pour l'appui enfin de tous ceux qui, par suite d'infortunes, peuvent devenir une charge à la communauté au milieu de laquelle ils vivent. Cette Administration a fait construire des levées sur toute l'étendue du "Père des eaux," et il est juste que la population blanche lui en témoigne de la reconnaissance. (Applaudissements)

Mais, concitoyens, il est une action plus éclatante que toutes les autres, accomplie par cette Administration. Vous devez vous rappeler que le gouvernement de cet Etat a été retiré du pouvoir des spoliateurs de 1876 par une révolution à laquelle les meilleurs citoyens blancs de la Louisiane ont participé. Vous devenez vous rappeler que le Gouverneur Wiltz, après le Gouverneur Nicholls a entrepris de maintenir plus solidement encore le principe établissant que dans l'Etat de la Louisiane les blancs étaient les seuls compétents et capables de gouverner, et les seuls y ayant droit. Vous vous rappellerez que l'administration du gouverneur McEnery a été le point culminant du mouvement qui a placé les rênes entières du gouvernement de l'Etat, des paroisses et de la municipalité dans les mains de la population blanche. Mais il appartenait à l'administration de Murphy J. Foster d'inscrire dans la Constitution de la Louisiane la superbe doctrine pour laquelle nous avons lutté pendant un quart de siècle, la doctrine qui, non seulement donne le pouvoir à l'homme blanc, seul, mais établit qu'à l'avenir, et aussi longtemps qu'existera le parti démocratique, les blancs seuls pourront gouverner cet Etat. (Applaudissements.) Un article fut inscrit dans cette Constitution autorisant le suffrage, ce qui veut dire que tout homme dans l'Etat de la Louisiane a le droit de voter et de s'associer à l'administration du gouvernement, les seules conditions requises de lui étant d'avoir une peau blanche et de croire à la civilisation Chrétienne (applaudissements.) Et pourtant nous rencontrons des hommes dans cet Etat, des hommes qui ont combattu avec nous pour mettre à exécution ce grand principe — nous trouvons des hommes qui ont parcouru cet Etat du nord au sud, et de l'est à l'ouest, défendant la même doctrine que je préconise maintenant — nous voyons aujourd'hui ces mêmes hommes, avec tout le prestige de la grande victoire qu'ils ont remportée et que j'ai mentionnée déjà, affirmer que l'administration du gouverneur Foster mérite d'être condamnée par le peuple de la Louisiane.

Et maintenant, concitoyens, je vais m'occuper d'une autre partie de cette plateforme qui, je crois, est d'un plus grand intérêt encore pour les habitants de la paroisse Ste-Marie, et du Troisième District Congressionnel que les faits accomplis que je viens de discuter. Je veux parler de la seconde clause de la plateforme, et je m'en vais vous la lire:

"Résolu, Que nous endossons sincèrement l'administration du Président William McKinley comme l'une des plus brillantes et des plus bienfaisantes de notre histoire. L'administration de notre Président s'est distinguée tout à la fois par son triomphe de la paix et par ses victoires remarquables dans la guerre."

Maintenant, concitoyens, cette plateforme a été écrite par une convention composée en majorité d'hommes engagés dans la cause et la production du sucre. Elle a été préparée par cette branche du parti Républicain qui s'intitule les Lily Whites, ou le parti Républicain des Planteurs Sucriers, et cette convention a adopté à Alexandrie une autre résolution s'engageant à donner son appui au Président McKinley, à Philadelphie, en juin, quand la Convention Nationale Républicaine y aurait lieu. Ces messieurs paraissent maintenant devant vous avec cette déclaration, et à dessus ils sollicitent votre appui dans ce district congressionnel. Mais ces hommes avaient à peine adopté cette plateforme, ils s'étaient à peine déclarés, à Alexandrie, le 6 février, en faveur du Président McKinley que déjà ils s'embarquaient pour la Nouvelle-Orléans, où, en arrivant, ils se réunissaient de nouveau et passaient une autre résolution. J'ai en main une résolution adoptée par l'Association des Planteurs Sucriers de la Louisiane, par rapport à cette même Administration, qu'ils avaient endossée à Alexandrie, seulement trois jours avant, et je désire avancer que les planteurs sucriers qui sont Démocrates, ne s'opposeront pas, je suis persuadé, à m'entendre

lire ce document, parce que les vues qui y sont exposées sont en contradiction absolue avec celles présentées par les planteurs sucriers qui ont adopté à Alexandrie les résolutions que j'ai eu occasion de lire. La résolution est comme suit:

"Attendu, Que nous sommes menacés de divers traités de réciprocité dont la base principale est la proposition faite par notre gouvernement de réduire sensiblement les droits imposés sur les sucres venant de ces pays; et

Attendu, Que notre gouvernement se propose de faire une réduction importante sur les droits imposés sur le sucre, le riz et le tabac venant dans ce pays ci de Porto Rico, Cuba, et les Philippines; qu'il soit en conséquence:

"Résolu, Que l'Association des Planteurs Sucriers de la Louisiane proteste vivement contre la ratification des dits traités de réciprocité, et contre les réductions proposées dans les droits maintenant imposés sur les sucres, riz et tabac venant de Porto Rico, Cuba et les Philippines, de tels traités et de telles réductions étant très préjudiciables aux intérêts des producteurs Américains, de sucre, de riz et de tabac;

"Résolu, Que des copies de cette résolution soient envoyées à nos sénateurs et représentants à Washington."

Cette résolution est attestée par le Secrétaire de cette association, et m'a été adressée à Washington Ainsi, concitoyens, ces mêmes planteurs sucriers qui ont quitté le parti Démocratique il y a quelques années, parce qu'ils voulaient obtenir une garantie pour le sucre, puis se sont rencontrés à Alexandrie et ont endossé l'Administration du Président McKinley par suite de ses merveilleux exploits en temps de paix et de guerre, sont accourus à la Nouvelle-Orléans, où ils se sont réunis à huis clos, et ont passé une résolution faisant appel aux membres Démocrates du Congrès, au Sénat aussi bien qu'à la Chambre, les priant, au nom de Dieu, de les protéger de l'Administration qu'ils avaient publiquement endossée à Alexandrie (applaudissements); une Administration qui, pendant les six derniers mois s'est appliquée avec constance et attention à détruire les intérêts sucriers en Louisiane. Ils ont fait allusion aux traités de réciprocité que j'ai entre les mains disant qu'ils étaient nuisibles aux intérêts sucriers, comme ils le sont du reste. Je ferais mieux, pourtant, de vous dire quelques mots au sujet de ces traités. Après le passage du Dingley bill, qui plaçait sur la base d'un tarif élevé tous les produits américains, le Président des Etats-Unis — qu'ils approuvaient — a nommé un agent plénipotentiaire auquel on a donné des instructions suivant lesquelles il devait aller dans le monde entier conclure des traités de réciprocité par lesquels on ferait baisser les produits compris dans cette mesure, et depuis lors, M. Kasson va de part et d'autre négociant de ci de là, des traités, par lesquels la loi du tarif rendue par le Congrès des Etats-Unis est annulée. Les traités de réciprocité auxquels il est fait allusion dans cette résolution des planteurs sucriers sont comme suit:

Traité entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne, pour les Barbades, la Guyane Anglaise, les îles Turques et Caïcos, la Jamaïque et les Bermudes. Ce traité implique en premier, une réduction de 12½ pour cent sur le taux des droits du sucre et de la mélasse, et ce traité signé par M. Kasson pend actuellement devant le Sénat.

Maintenant, j'ai pris la peine de chercher qu'elle est la production de sucre de ces îles, et d'après les registres du gouvernement j'ai trouvé qu'elle est de 230,000 tonnes, soit à peu près autant que ce qui a été produit en Louisiane la même année.

J'ai aussi un autre traité, conclu par M. John A. Kasson avec la République Argentine qui assure une réduction de 20 pour cent sur le droit du sucre.

J'ai consulté les registres sur la production du sucre dans la République Argentine l'année dernière, et j'ai trouvée de 90,000 tonnes. Vous vous rappellerez que cette résolution adoptée par les planteurs sucriers à la Nouvelle-Orléans, proteste contre la réduction du tarif des sucres de Porto Rico, Cuba et des îles Philippines.

La consommation du sucre aux Etats-Unis est de 2,000,000 de tonnes. La production du sucre de la canne est aux Etats-Unis de 250,000 tonnes et celui de la betterave de 100,000. Les îles Hawaï ont produit l'année dernière près de 500,000 tonnes, en sorte que la production de ces îles et des Etats-Unis ensemble est de 750,000 tonnes, et que notre consommation est d'environ 2,000,000. Ainsi, donc, l'île de Cuba, contre laquelle ces Messieurs protestent, a produit en 1893-94 et en 1894-95, 1,050,000, et 1,060,000 tonnes de sucre.

Maintenant, savez-vous ce que cette Administration, supportée à Alexandrie, se propose au sujet de cette île? Laissez-moi vous lire un extrait du rapport du général James H. Wilson, nommé par le Président McKinley commandant du département militaire de Matanzas et Santa Clara, qui donnent la plus grande production de sucre de l'île. La partie finale est ainsi conçue:

"Entrée libre d'un pays à un autre de tous les produits naturels ou manufactures, sous la protection d'un tarif commun et uniforme, comme vis-à-vis de toutes les autres nations. Si, pour quelque raison il devenait impraticable d'adopter en plein cette mesure il y aurait alors la plus grande réduction permise sur le droit du sucre qui est la principale récolte de l'île, et celle qui demande le plus de concessions possibles."

"Et il dit encore: "S'il arrivait que d'autres nations ayant des possessions dans les Indes Occidentales réclamassent aussi les avantages du libre échange avec les Etats-Unis, sous la clause la plus favorable à une nation, ou que les Etats Unis ne pussent pas se passer du revenu qu'ils perdraient sur les produits Cubains, et spécialement du sucre Cubain, ceci deviendrait peut-être un argument en faveur d'une prompte admission de Cuba et des Indes Occidentales dans l'Union ou au moins de relations plus étroites avec les Etats-Unis qu'il n'a existé jusqu'ici."

Maintenant, vous pouvez me dire que ceci est l'opinion du Général Wilson, mais voyons ce que dit le Président McKinley sur le même sujet. J'ai ici son message adressé au cinquante-sixième Congrès qui s'est assemblé en décembre dernier à Washington. Sur la 23me page de ce message je trouve les lignes suivantes:

"Des liens forts et bien intimes devront nous unir au nouveau Cuba qui s'élèvera des cendres de l'ancien si on veut lui assurer une prospérité durable. Que ces liens soient organiques ou conventionnels, les destinées de Cuba sont en quelque sorte légitimement et irrévocablement enchaînées aux nôtres, mais l'avenir seul et les évènements détermineront quand et comment elles s'accompliront."

Et il dit encore du même sujet: "En attendant, et tant que nous exerçons un contrôle sur l'île, il serait juste qu'on lui accordât un débouché aux Etats-Unis à d'aussi bons termes et à des taux de droits aussi favorables que ceux qui existent pour les îles des Indes Occidentales, dans les traités de réciprocité qui seront faits."

Ainsi, concitoyens, ces documents sont ceux contre lesquels protestent nos amis les planteurs sucriers dans la résolution qu'ils ont passée à la Nouvelle-Orléans, et cependant ils viennent maintenant demander notre suffrage, approuvant l'Administration du Président McKinley, et prétendant qu'ils le font dans l'intérêt de votre grande industrie, et cela en présence de ce que l'administration actuelle à Washington a fait, et fait encore pour la détruire. On se demande comment le peuple de cet état, et principalement de ce district, peut leur donner son appui dans de telles circonstances? Mais on me demandera peut-être aussi ce que cela a à faire avec l'élection d'un gouverneur.

La question m'a été posée, et je suis alors revenu à la plateforme où ils disent que M. McKinley recevra le vote des délégués Républicains de cet Etat, et certainement si cette administration est élue et mise au pouvoir en Louisiane, le devoir impérieux de ceux qui sont sur le ticket, et du peuple qui l'a supporté sera de faire tout en leur pouvoir pour que le vote électoral de la Louisiane soit donné au Président McKinley. Et je vous dis aussi qu'à aucun titre ils n'ont droit à votre appui.

Sachez qu'il n'y a qu'une chose à faire dans l'élection à venir, c'est de supporter les candidats du parti Démocratique, afin qu'un bon gouvernement soit conservé, et de mettre tout en œuvre ainsi que vous l'avez fait dans le passé, pour que le vote électoral de la Louisiane soit donné au candidat Démocrate, comme Président des Etats-Unis lequel on nommera à Kansas City le 4me jour de juillet prochain. Ce candidat est William Jennings Bryan (Applaudissements prolongés.)

Il est de votre devoir de supporter le parti Démocratique dans cet Etat, de manière à ce que nous puissions remporter la victoire quand la bataille aura lieu en novembre prochain. Il est de votre devoir de voter le ticket Démocratique d'état, et les tickets Démocratiques locaux, de façon à ce que nous puissions contrôler chaque place dans l'Etat de la Louisiane, et que nous puissions sauver ainsi le peuple de cet état et ses industries de la destruction dont les menace le parti Républicain Il est du devoir de tout Démocrate et de tout homme intéressé à la prospérité de cet Etat de voter ce ticket afin que lorsque la législature, qui sera élue en avril prochain, se réunira à Baton Rouge, et sera appelée à élire deux sénateurs des Etats-Unis, vous puissiez encore avoir des représentants de Ste-Marie qui donneront leurs votes pour ce vaillant Démocrate qui vous a préservés de la ruine. Votez le ticket Démocratique, pour que Samuel D. McEnery puisse aller au Sénat des Etats-Unis. (Applaudissements.)

Votez pour le ticket Démocratique pour que ce fils de la Louisiane, un des plus grands que compte cette génération, le plus glorieux gouverneur que cet Etat ait jamais eu, le premier citoyen de la paroisse Ste-Marie, soit son collègue au Sénat des Etats-Unis; votez afin que Foster et McEnery soient les Sénateurs de la Louisiane au Congrès des Etats-Unis, et votez le ticket Démocratique par dessus tout, afin que la population blanche de cet Etat puisse continuer à gouverner, de manière à pouvoir répandre largement la prospérité, avoir un bon gouvernement, maintenir le droit et l'ordre, augmenter le bien-être du peuple, et reconstituer ses intérêts matériels, de manière à ce que la civilisation et la démocratie, marchant de pair, aillent grandissant, car elles sont une seule et même en Louisiane. (Applaudissements) Votez le ticket Démocratique dans l'Etat aussi bien que dans les localités. Ne votez pas même pour un constable qui ne serait pas sur le ticket, parce que si vous voulez tenir l'Administration, vous ne devez pas abandonner aux ennemis du parti Démocratique une seule place dans cette bataille. Votez le ticket d'un bout à l'autre. Soyez aussi honnête en politique que vous demandez à ceux à qui vous confiez l'administration des affaires publiques de l'être. Et si vous avez pris part aux élections primaires, vous avez pris l'engagement d'en accepter le résultat, aussi que vous aimiez ou non l'homme qui a été nommé, allez aux polls, le jour d'élection, et donnez lui votre vote auquel il a droit.

Concitoyens, quand je vous fais cet appel, je ne sais pas l'application locale qu'il aura, mais je le fais parce que je sais que dans toutes les paroisses de l'Etat, nos antagonistes font tous leurs efforts pour élire des membres de la Législature, afin que durant sa session à Bâton Rouge ils puissent contrôler les retours, et de cette façon déclarer élu gouverneur, l'homme qu'ils savent ne pouvoir être nommé par le peuple. Le moment n'est pas choisi pour argumenter sur des individus. C'est le moment de voter pour des principes, et de maintenir ces principes, afin que nous puissions réfuter à tout jamais la proposition avancée par ces individus qui prétendent occuper un terrain neutre entre le parti Républicain et le grand vieux parti Démocratique, et mettre fin à jamais aux mouvements indépendants dans cet Etat.

Imprimerie de l'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, No 323 rue de Chartres.